



Environ 450 détenus radicalisés sortiront de prison d'ici fin 2019, selon Nicole Belloubet Ministre de la justice

6 juin 2018

Près de 450 détenus radicalisés sortiront de prison d'ici fin 2019, parmi lesquels une cinquantaine de «terroristes islamistes», a indiqué mercredi **la garde des Sceaux Nicole Belloubet** en affirmant que le gouvernement était «arc-bouté» sur le suivi de ces personnes.

«Nous avons à peu près 500 détenus qui sont radicalisés comme terroristes islamistes. Sur ces 500-là, il y en aura une vingtaine cette année qui sortent, et puis à peu près une trentaine l'année prochaine», a-t-elle expliqué sur BFMTV.

A cette cinquantaine d'individus devant sortir de prison s'ajoutent des détenus de droit commun qui se sont «radicalisés»: «A côté de ceux-là, nous avons effectivement des gens qui sont détenus pour des faits de droit commun mais qui en même temps, nous le savons, ont été radicalisés (...). Un certain nombre d'entre eux, à peu près 30%, auront terminé leur peine en 2019 et sortiront en 2019».

«Cela fait environ 450 personnes» qui sortiront de prison d'ici fin 2019, a-t-elle dit.

«Le gouvernement est arc-bouté sur le suivi de ces personnes», a-t-elle assuré. «Cela commence en détention, ces gens-là sont évalués, ils sont placés ensuite dans des lieux de détention qui correspondent à leur niveau de dangerosité et quand ils sortent de prison, il y a deux mots clés: nous anticipons leur sortie et nous les suivons de manière extrêmement précise».

«L'avantage de la détention» est de permettre «de construire d'une part des fiches de renseignement qui sont mises en place par les services de renseignement pénitentiaire qui ont acquis depuis quelque temps une très forte légitimité», fiches qui sont ensuite «données aux services de sécurité intérieure, au renseignement territorial», a-t-elle précisé, concluant: «nous les suivons pas à pas».

«Les services de renseignement qui jouent un rôle essentiel seront considérablement renforcés», a promis la ministre. «Nous allons recruter cent personnes supplémentaires sur les services de renseignement pénitentiaire et déployer des moyens pour mieux isoler (en détention, ndlr) les détenus radicalisés», a-t-elle dit.

La France vit sous une constante menace terroriste depuis la vague d'attentats jihadistes sans précédent qui a fait 246 morts et des centaines de blessés. Un nouveau plan d'action contre le terrorisme doit être présenté en juin par le gouvernement.